

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

65 % des fumeurs adultes européens estiment que les décisions prises par l'Union européenne en matière de réglementations sur les produits du tabac et nicotiques ne tiennent pas compte de l'impact sur les fumeurs.

Les résultats d'une nouvelle étude menée sur le territoire européen viennent contraster les politiques en vigueur en matière de lutte contre le tabagisme. 66 % de la population adulte européenne estiment ainsi que des organisations telles que l'Union européenne (UE) et l'Organisation Mondiale de la Santé devraient davantage mener une politique de réduction des risques en encourageant les fumeurs à se tourner vers des alternatives moins nocives.

Paris, le 15 avril 2024 - Une enquête publiée par l'institut américain indépendant Povaddo révèle que les Européens sont majoritairement favorables aux alternatives sans combustion, telles que les e-cigarettes et le tabac chauffé, qu'ils jugent efficaces pour arrêter la cigarette. Ils estiment également que l'Union Européenne devrait analyser attentivement les éventuelles externalités des politiques fiscales qui leur seraient appliquées.

En outre, **deux tiers d'entre eux (66 %)** considèrent qu'il est possible d'encourager – sur la base d'études scientifiques – les fumeurs adultes à se tourner vers des alternatives moins nocives, en appliquant une taxation différenciée et incitative comparée à celle des cigarettes. Cependant cette taxation devra rester suffisamment dissuasive pour les jeunes ou les non-fumeurs.

Réalisée avec le soutien de Philip Morris International (PMI), l'enquête de Povaddo, **menée auprès de plus de 14 000 adultes dans 13 États membres de l'UE et en Ukraine**, montre que les Européens ont des opinions bien précises sur le sujet et sur les politiques que devraient mener les gouvernements, tant au niveau national que dans l'ensemble de l'Union européenne :

- **69 %** des sondés considèrent que les fumeurs adultes devraient, sur la base d'études scientifiques, pouvoir avoir accès à des informations précises sur la moindre nocivité des alternatives sans combustion par rapport à la poursuite du tabagisme.
- **67 %** pensent que les gouvernements peuvent contribuer à l'amélioration de la santé publique en soutenant des politiques qui encouragent les fumeurs adultes qui n'arrêtent pas complètement de fumer à passer à des alternatives moins nocives.

- **67 %** estiment que l'UE devrait consacrer du temps et des ressources à l'éradication du tabagisme en encourageant tous les fumeurs à arrêter complètement de fumer ou à opter pour une alternative dont la moindre nocivité est scientifiquement prouvée.

Pour William Stewart, Président de l'institut Povaddo : *"Les résultats de cette enquête suggèrent qu'il existe un fossé entre les décideurs politiques et les citoyens qu'ils représentent lorsqu'il s'agit de politique liée au tabac. L'approche politique de l'UE semble davantage axée sur l'objectif irréaliste de l'éradication complète de l'usage de la nicotine, alors que la majorité des citoyens se positionne en faveur d'une approche pragmatique de réduction des risques et d'encouragement des fumeurs à se tourner vers des alternatives moins nocives."*

L'enquête révèle également que **six personnes sur dix (60 %)** pensent que le commerce illicite constitue un « problème » dans leur pays. Toutefois seuls 6 % des personnes interrogées dans les 13 États membres ont su correctement estimer le montant des pertes de recettes fiscales en Europe (entre 10 et 15 milliards en 2022).

L'impact néfaste du commerce illicite de tabac et autres produits contenant de la nicotine est désormais largement reconnu et compris, même si l'ampleur du problème reste sous-estimée :

- **74 %** des personnes interrogées reconnaissent que l'interdiction de certains produits du tabac ou nicotiniques n'entraînera pas de réduction de leur consommation mais qu'au contraire, les consommateurs chercheront à se les procurer via les marchés parallèles.
- **65 %** conviennent que le commerce illicite sape les efforts déployés pour réduire les taux de tabagisme.
- **73 %** conviennent que le commerce illicite peut avoir de graves conséquences sur la sécurité et la santé publique dans leurs pays respectifs.

"En définitive, le commerce illicite du tabac et des produits nicotiniques est considéré comme un problème dans toute l'Europe et les citoyens sont conscients des conséquences négatives qui en découlent. Ils appellent très clairement les gouvernements à tenir compte de ce fléau lors de l'adoption de nouvelles politiques fiscales car, aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ont l'impression que ce n'est pas le cas" ajoute William Stewart.

#####

[Povaddo](#)
[Contact](#)

info@povaddo.com

Méthodologie de l'enquête

L'institut Povaddo a réalisé son enquête avec le soutien de Philip Morris International dans les pays suivants : Belgique, Bulgarie, Croatie, République tchèque, France, Grèce, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et Ukraine. Au total, 14 119 entretiens ont été menés auprès d'adultes majeurs de la population générale (environ 1 000 par pays) du 29 décembre 2023 au 31 janvier 2024. Les données ont été pondérées au niveau des pays en fonction de l'âge, du sexe et de la consommation de produits à base de tabac ou de nicotine afin de refléter les statistiques démographiques nationales.

L'enquête comporte une marge d'erreur globale de +/- 1 % avec un intervalle de confiance de 95 %.

Les résultats sont disponibles à la fois au niveau global (14 pays) et au niveau de chaque pays. Les résultats au niveau national comportent une marge d'erreur de +/- 3 % avec un intervalle de confiance de 95 %.